Je ne rembourserai pas

27/06/2010 à 7h00
Ou « *Les pauvres paieront-ils pour les (très) riches* » ?

La dette publique française file désormais allègrement vers les 1 800 Md€, soit la bagatelle de 60 000 € par foyer.

En 2010, la situation budgétaire de l'État est dramatique : Ressources nettes 175 Md€, Dépenses nettes 325 Md€, Déficit 150 Md€ (« *www.performance-publique.gouv.fr* » – le gouvernement a conservé son humour…). Le plafond de Maastricht de 3 % du PIB est enfoncé avec près de 8 % du PIB. Nous dépensons ainsi cette année 190 % des recettes (contre encore 120 % avant la crise)… Et du coup, la dette représente près de 10 ans de recettes fiscales actuelles…

> ***Heureusement les politiques nous l'ont promis : il est hors de question qu'ils gèrent les finances publiques avec « rigueur » – pour ceux qui auraient encore un doute. Voilà enfin une promesse dont nous pouvons être assurés qu'elle sera tenue… Vivons donc au dessus de nos moyens, ou plutôt, enrichissons les riches, et après, que diable, advienne que pourra. Et bien justement, ça advient…***

Car enfin, n'est-il pas formidable qu'une situation financière que n'importe quel ménage trouverait **insensée et intenable** pour son cas personnel, devienne une pratique acceptée voire théorisée quand elle est appliquée au niveau de l'État – qui n'est qu'un ensemble de ménages… Mais pour justifier ce qui heurte le bons sens, les discours abondent…

Suite et commentaires sur Fortune